



COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION FORMATION SPECIALISEE COMPTE RENDU DU 11 AVRIL 2024

Ce CSA-FS s'est déroulé sous la présidence de Dominique GONTARD.

La CGT Finances et Solidaires Finances étaient présents, la CFDT absente et non excusée.

A l'ouverture de la séance, nous avons fait lecture de la déclaration liminaire suivante :

« Madame la Présidente

Comme si le contentieux n'était pas suffisamment lourd ! Stanislas Guerini choisit d'en rajouter une couche. Après une réunion le matin durant laquelle il a confirmé les choix d'austérité du pouvoir exécutif et refusé d'accéder aux demandes unanimes des organisations syndicales, notamment des mesures générales d'augmentations salariales, c'est à nouveau dans les médias qu'il a livré en primeur ses intentions.

« Je veux qu'on lève le tabou du licenciement dans la Fonction publique ».

Pour un ministre qui, dans le même temps, ne cesse de clamer son amour des agents de la Fonction publique, on appréciera !

Pour un ministre qui professe, à qui veut l'entendre, son attachement au dialogue social, on notera la duplicité ! Pas un mot, pas la moindre allusion le matin même devant l'ensemble des syndicats...

Sur le fond, que le ministre se rassure : le licenciement des fonctionnaires n'est pas un tabou et des dispositions existent déjà pour traiter les situations incriminées.

Mais qu'en plus de détériorer le pouvoir d'achat des personnels et de vouloir creuser les inégalités, Stanislas Guerini mette ainsi l'accent sur une ultra-minorité de salariés problématiques en dit long sur ce qu'il pense réellement des services publics et de celles et ceux qui y travaillent au quotidien.

Il s'agit là de propos méprisants et démagogiques.

Décidément, sur le fond comme sur la forme, le ministre confirme qu'il n'apprécie ni les fonctionnaires ni la démocratie sociale !

Dans la Fonction publique, et notamment à la DGFIP, la suppression des CHS-CT, le manque d'effectifs dans les services et d'acteurs de prévention, les restructurations incessantes, la casse du réseau, les budgets en baisse, l'industrialisation des process de travail sont des facteurs destructeurs en matière de conditions de travail et de sens du travail.

A la DGFIP, les personnels sont dépossédés de leurs missions vendues à la découpe et sont à la merci d'outils numériques qui dysfonctionnent. Ils sont aussi dépossédés de leurs implantations avec le NRP et la démétropolisation. Et maintenant, la DGFIP les dépossède de leurs bureaux et espaces de travail avec la mise en place du flex-office sous prétexte de la poursuite des transformations des administrations de l'Etat. De plus, notre direction a contribué à hauteur de 3/4 des suppressions de fonctionnaires d'État sur les 20 dernières années.

Cette politique a des impacts néfastes pour les personnels comme pour les usagers. Ainsi, la souffrance au travail continue de progresser avec une montée en puissance des RPS.

A l'ordre du jour de ce CSAL-FS, la note d'orientations ministérielles Santé, sécurité et conditions de travail nous est présentée. La CGT soutient et soutiendra toutes les actions protectrices des agents, et sera vigilante à la protection de leur santé et à leur sécurité. A la lecture de cette note, quelques points nous font réagir. La formation de secouriste en santé mentale, en réflexion, nous paraît hasardeuse et risquée. Sur quoi serait-elle construite ? La responsabilité du chef de service par rapport aux obligations de protections de ses agents ne doit pas être diluée par l'entremise d'une mesure patch, basée sur la bonne volonté d'agents qui suivraient cette formation. Le médecin de prévention et l'assistante sociale sont à nos yeux les seuls qui doivent s'engager sur cette voie, avec l'appui des services RH.

En questions diverses, la CGT Finances souhaite que soient abordés les points suivants :

- où en est-on sur la semaine en 4 jours ? La note est sortie le 2 avril avec une remontée à la délégation pour le 22 avril avec une éventuelle mise en place le 1/09/2024 ;

-concernant le CFP de la rue des moreaux, lundi dernier a été annoncée une coupure d'eau pour hier de 8h à 12h. Seule une information par mail a été faite, mais aucune consigne sur la possibilité d'être en télétravail ce jour là...Heureusement, la coupure d'eau annoncée n'a pas eu lieu !

- toujours concernant le CFP de la rue des moreaux, quid des travaux rue Bobillot et des dispositions pour se garer au CFP. Nos collègues à mobilité réduite se garent dans le quartier et doivent venir au milieu des travaux. Ne peut-on pas ouvrir le passage par la rue des Moreaux ?

En réponse, la Présidente a précisé qu'elle ne savait rien ni sur la réforme de la Fonction Publique au niveau national, ni sur le coup de rabot des budgets. Les infos sur les négociations salariales à la DGFIP sont en cours. Elle a l'impression que le dossier est bien avancé, dans l'intérêt des agents, mais n'en sait pas plus à ce stade.

S'agissant du moral des agents de la DGFIP, elle n'a pas les résultats du département à l'observatoire, mais a une tendance générale d'amélioration du moral par rapport, tout du moins, aux précédentes années. « La courbe descendante des dernières années semble prendre une nouvelle pente ». Dans l'Yonne, la participation des agents est

faible. Il faut en faire la promotion, car selon elle c'est important de donner son avis. L'observatoire fait partie des indicateurs de la DGFIP. Ce serait bien que tout le monde se sente concerné aussi.

En réponse à la CGT Finances sur les propos du ministre S GUERINI, la Présidente indique qu'elle a retenu les paroles très fortes du Premier Ministre sur les mesures prises notamment en matière numérique. Ces discours ont été communiqués dans la Presse, la qualité du travail effectué par la DGFIP y était soulignée.

Nous sommes ensuite passés à l'ordre du jour

I - Note d'orientation 2024 du Secrétariat Général

L'enveloppe de la formation est étoffée. Les orientations ont été regroupées en 6 axes.

1- Les mesures contre la violence seront diffusées dans une note. Un marché sera mis en place pour l'intervention d'un psychologue.

2- Depuis 2024, mise en place de prev'action. (formation de ce nouvel outil y compris pour les managers)

3-Conditions de travail ;

4- Retour après absence et départ en fin de carrière. Aménagement de poste possible.

5- Politique de formation et d'information (catalogue qui peut évoluer). Une formation contre les drogues et les conduites addictives sont attendues, ainsi qu'un module « secouriste en santé mentale pour réagir en cas de détresse psychique ».

2023-2024 : formation pratique pour le CSA et CSA-FS pour les syndicats, la même sera faite pour la partie administrative cette fois. Les Inspecteurs Santé au Travail vont être formés au changement climatique.

6- Risques amiantes.

La formation spécialisée, mise en place en janvier 2023 doit encore attendre la circulaire. C'est regrettable ! L'inspecteur santé, sécurité au travail (ISST) pense que ce sera bon d'ici l'été.

La médecine de prévention prend de l'importance dans la note. En aura-t-on toujours ? Dr MARTINOT le souhaite et l'espère.

Il est d'accord avec les propos liminaires de la CGT Finances sur le fait que le secouriste mental est une aberration et que le médecin et l'assistance sociale (AS) sont les seuls responsables. Le docteur voit des agents qui ne sont pas bien, parfois pour de l'extraprofessionnel. Il est, avec l'Assistante Sociale, là pour ça. Sa principale difficulté est d'orienter l'agent vers un confrère, car il ne peut pas suivre et

prescrire. Il se retrouve isolé et insiste sur l'importance de l'Assistante Sociale qui est toujours là pour être en lien avec le patient. « *L'année prochaine, il y aura peut-être quelqu'un d'autre ou pas* ». Il nous le dira à la prochaine réunion.

M BARBERET nous informe sur un nouvel outil à la place du DUERP, avec une sollicitation en mai-juin des agents. Il veut ajuster en fonction des charges des collègues et le finaliser avec les organisations syndicales. Une nouvelle nomenclature avec moins de risques et des cotations modifiées, avec la probabilité qui a été supprimée (restent les autres : fréquences...). Les chefs de service seront peut-être un peu déstabilisés.

M POLLET indique que des risques spécifiques sont évalués, notamment pour les nomades et les agents de l'accueil. Les guichets seront revus de manière sécuritaires. On ne veut plus que les contribuables rentrent dans la zone administrative. Il remercie l'Assistance Sociale et le Médecin de Prévention pour leur travail.

Pour les agents nomades, M POLLET attend les résultats du GT. Des véhicules supplémentaires ont été récupérés : une Zoe pour le Contrôle Fiscal, en plus de la 208 au mois de juin. Les téléphones avec le bouton sécurité arriveront bientôt. Les interventions au domicile du gérant seront délocalisées soit chez le comptable, soit dans le Centre des Finances Publiques proche de leur domicile. Il demande aussi que les incivilités soient remontées. La direction veut des fiches de signalement pour répondre ou faire un article 40. S'agissant de l'accueil, sur Sens, un ergonome de la DG a été appelé pour avoir l'avis d'un spécialiste. Pour la rue des Moreaux à Auxerre, le réaménagement a été présenté aux agents par la Direction en réunion et les travaux commenceront après la campagne d'Impôt sur le Revenu.

II - Formation et Budget

Le budget est séparé en deux entre la formation professionnelle (10.556 € pour le 89) et pour les travaux et fournitures (36.764 euros). La direction n'a pas d'information sur la réduction du budget. Aujourd'hui, c'est bien 36 764 euros.

- Actions de formation :

- SST formation initiale 2 jours (16 et 17 septembre)
- SST recyclage : 1 jour (5 juin, 5 et 11 septembre)
- manipulation des extincteurs pour les agents nouveaux (2 x 30minutes) 4 sites en juin (Auxerre Direction, Auxerre Moreaux, Joigny, Avallon). Il reste une soixantaine d'agents à former dont les 40 « nouveaux ».
- Habilitations électriques : 2 jours, souvent en partenariat, avec les douanes par exemple, pour limiter les frais.
- Pour une formation en présentiel, spécifique aux agents d'accueil, la Direction attendra de voir la teneur de la formation à distance pour tous les agents de la DGFIP en visio sur la relation avec les usagers, prise sur un autre budget.

Ex : A Dijon, des choses ont été faites. Un module va également être mis en place pour les France Services qui pourrait s'adapter pour nous. À voir.

- Conduite de véhicule électrique et automatique avec trois devis. Cela s'est fait ailleurs. Les auto-écoles n'ont pas de véhicules électriques mais des automatiques, on va proposer que cette formation soit offerte sur un 1h pour trois agents, à destination des agents qui utiliseraient une boîte automatique pour le boulot.

La CGT Finances a demandé s'il devenait obligatoire d'utiliser les véhicules électriques à l'issue de ces formations, sous peine de ne plus être remboursé des frais kilométriques.

M POLLET a répondu qu'il n'y aurait pas d'obligation mais que les véhicules électriques doivent être utilisés.

JOIGNY :

Au 1^{er} septembre, l'immeuble devrait être livré. Il faudra attendre l'installation des meubles, soit un déménagement prévu pour octobre. La mairie a proposé un modèle de poste de travail, avec un claustrât de bois ajouré, avec des leds intégrés lumière naturelle, avec des couleurs plutôt claires pour égayer le bâtiment. Le lino sera gris et sera esthétique.

Courant juin, une réunion aura lieu avec les chefs de service et les agents pour surtout regarder les marges de manœuvre des espaces de restauration. Au prochain CSAL-FS le dossier et les plans seront présentés.

SENS :

Il faut revoir l'accueil sur l'espace recouvrement pas assez sécurisé. Les chefs de service vont rencontrer l'ergonome en avril. Il passera avant de façon anonyme pour voir comment cela se passe lors de la réception du public. Le temps de monter tout le dossier, avec les crédits, le hall d'accueil devrait être fait en 2025.

MOREAUX :

Afin que plus aucun contribuable ne monte dans les étages, il est nécessaire de revoir le hall d'accueil et de créer de nouveaux boxs

Des premiers plans ont été présentés la semaine dernière aux chefs de service.

La CGT Finances a demandé que les guichets de l'accueil SIP soient améliorés car ils sont très mal agencés et source de troubles musculo-squelettiques (TMS). De plus en période de charge, il est difficile d'entendre les contribuables. La Direction doit voir des prestataires pour aménager des cloisons en verre phonique.

La CGT Finances a également demandé que soit étudié la possibilité de créer une verrière entre l'accueil SDIF et SIP afin de permettre à l'agent d'accueil SIP de bénéficier de la lumière naturelle.

Au niveau du SDIF, l'accueil debout/debout n'est pas commode. La Direction va aller sur de l'achat de mobilier.

L'accueil caisse, immense pour un seul usager à la fois, va être cloisonné pour permettre la création de deux boxs supplémentaires pour le SIP.

Un espace perdu va permettre de faire une salle de réunion pour le Contrôle Fiscal. Les 5 boxs de réception pré-existants seront réservés à différents services (SDIF, SPF-E, PCRP, etc). La CGT a demandé si le PRS aurait un box dédié, la réponse est négative car ce service ne reçoit pas suffisamment. La réservation d'un bureau se fera auprès du gestionnaire de site.

Une porte avec contrôle d'accès sera installée pour que les contribuables ne puissent pas accéder aux bureaux où les agents du SIP font la réception téléphonique.

Une armoire va être mise à disposition des notaires pour les dépôts d'actes.

Le Gestionnaire de Tickets intégrera uniquement les services accessibles au RDC. Pour les services de contrôle, le PRS et le SIE, qui reçoivent sur rdv, un interphone sera installé afin que ce ne soit pas les agents du SIP qui gèrent les contribuables sans rendez-vous.

La CGT Finances est intervenue sur le bruit dans les boxs d'accueil téléphonique. M POLLET indique que des casques seront fournis aux agents comme c'est le cas dans les centres de contact.

III - Examens des fiches de signalement :

Elles sont présentées par M BARBERET.

Aujourd'hui, il y a encore deux systèmes anciens mais signalfip sera le seul à l'avenir, avec un circuit modifié en cours d'année et des ajustements possibles.

Extraction du logiciel pour les nouvelles fiches (Mme CATELAN)

À ce jour, il y a déjà à 5 fiches depuis le 1^{er} janvier c'est inquiétant sur une petite période.

IV - Fiches accidents :

Une fiche navette sécurité mentionne l'état de saleté du 1^{er} étage du CFP MOREAUX. La Direction a rappelé que c'était un marché. Les réclamations sont à apporter auprès de l'UGAP. Le point a été fait avec une obligation de résultats rappelée et la Direction a demandé aux chefs de service d'être vigilants et de revenir vers la logistique. M

POLLET indique faire régulièrement des retenus sur les paiements. Il fait remonter les problèmes, le marché est en cours de renouvellement.

La CGT Finances a demandé qu'un grand nettoyage « de printemps » soit fait afin que le personnel de ménage fasse l'entretien quotidien. Cette possibilité sera étudiée en fin d'année en fonction des crédits restant.

Là où ce sont des emplois BERKANI, c'est plus propre, il faut bien le dire !

Concernant le nettoyage de la salle de sport de SENS, M POLLET indique que la Direction a oublié de préciser que les utilisateurs devaient nettoyer. Dorénavant, la Direction le rajoutera dans le marché.

V - Budget et propositions des nouvelles actions 2024, pour avis :

- Le store du Velux au SCG d'Auxerre sera remplacé pour 630,35 euros .
- Rue des Moreaux : les 2ièmes et 3ièmes étages côté sud vont être équipés de volets à lames orientables. Le devis initial est 79017,98 euros avec un financement de près de 60000 euros par le budget de l'immobilier de l'État de la préfecture. Le CSAL FS prendrait environ 10 000 euros et le solde par le budget de la direction.

M BARBERET propose d'acheter des casques (200 en TOIP commandés). Il restera Sens à équiper. Il faudrait les commander en même temps que le passage en téléphonie sous IP. Dès lors, on a 2 types de casques testés à Tonnerre, les agents ont trouvé que les sans-fil étaient mieux. Le casque sans-fil sera commandé pour les agents qui en font l'usage intensément et se déplacent pour prendre une impression ou un dossier. Le filaire serait pour les autres.

Autre devis pour le solde du budget : des supports pour les écrans en double ou en simple, testés, avec un problème : on est sujet au remplacement des écrans. Or, ceux que l'on nous donne aujourd'hui sont orientables, donc c'est ridicule de voir des « bons » écrans arriver et d'acheter aujourd'hui des supports d'écran, surtout vu le prix. Le devis est 189€ pour les doubles et à 95 € pour les simples. Le montant total après recensement est de 31.510,62 euros TTC pour 157 doubles et 19 simples et un kit complémentaire à 33 €.

M BARBERET propose de mettre 10.000 euros sur les volets Moreaux, 10,000 euros sur les casques (Sénonais mis à part) et le solde sur des supports. On réserverait un peu d'argent néanmoins. Il y a beaucoup d'aménagements par le Dr MARTINOT.

Le Dr MARTINOT indique que les portes des Moreaux sont lourdes pour les collègues en fauteuil roulant. L'assistante Sociale propose qu'un fonds spécifique puisse être sollicité. M LEGLISE précise que l'enveloppe peut aller jusqu'à 10.000 €.

La CGT Finances précise que cela pourrait concerner des agents qui sont aussi en visite pour le 3^e étage (visites médicales et Assistante Sociale).

VI - Questions diverses :

- Semaine EN 4 jours : M POLLET n'a pas d'info alors que la note DG date du 02 avril 2024... pour une réponse que la CGT sait devoir tomber avant le 22 avril 2024 !

Pour la CGT, la question est d'importance. Le sujet est très sensible, du fait des conséquences lourdes que peut enclencher un dispositif qui, s'il semble accorder un 3^e jour libre, n'est pas généreux pour l'agent et sa santé. Ce jour ne serait pas forcément un lundi, un mercredi ou un vendredi. La journée quotidienne d'un agent pourrait être lourde, en faisant sauter vraisemblablement des jours ARTT, pour répondre à l'amplitude maximum de 10h de la journée de travail. On peut concevoir que ce 5^e jour serait un jour de récupération de la fatigue, en aucun cas un « jour pour soi ».

- Coupure d'eau et travaux: pour les travaux aux Moreaux, la Direction n'a été prévenue par les services municipaux que le matin même, idem à la direction pour les travaux dans la rue Marie Noël. La durée des travaux n'est pas connue. La direction n'avait pas l'information pour la coupure d'eau.

La CGT Finances Publiques indique qu'a priori cela durera 3 semaines.

La CGT Finances Publiques demande qu'une solution soit trouvée pour nos collègues à mobilité réduite pour qu'ils puissent se garer dans l'enceinte du CFP. La Direction va essayer de voir comment elle peut faire, mais il n'y a que deux bips pour le portail des moreaux et il est trop tard pour en commander de nouveaux.

La CGT Finances a proposé que le vigile, présent pour la campagne d'impôt sur le revenu ouvre le portail. La Direction a répondu que cela n'était pas possible.

Vos représentants CGT Finances au CSAL-FS de l'Yonne

Nathalie ARNASSAND - Stéphane BERGER
Caroline GERMAIN - Emilie BONNET